

ANNUAIRE FRANÇAIS
DE
RELATIONS
INTERNATIONALES

2019

Volume XX

**PUBLICATION COURONNÉE PAR
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)



Université Panthéon-Assas
Centre Thucydide

INTRODUCTION

PAR

YVES BOYER (*)

L'année 2018 a vu s'amplifier le mouvement d'effritement des cadres politico-stratégiques qui régissent depuis des décennies les règles du jeu international. Sous l'impulsion du président Trump, « assiégé » à l'intérieur par les Démocrates, désormais majoritaires à la Chambre des représentants depuis les élections de mi-mandat, et contesté en politique extérieure sur sa droite par les néo-conservateurs, les Etats-Unis continuent de réorienter leur politique extérieure : retrait programmé de Syrie et d'Afghanistan ; propos incendiaires de Donald Trump sur l'OTAN, priorité accordée à damer le pion à la Chine, retrait de l'accord sur les missiles intermédiaires (INF), retrait de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), etc. Les alliés européens n'en reviennent toujours pas d'être aussi chahutés par l'administration républicaine qui, par la voie du secrétaire d'Etat Pompeo, s'en est pris, brutalement, à l'Union européenne (UE) lors d'un discours prononcé à Bruxelles en décembre 2018, dont le moins qu'on puisse dire c'est qu'il manquait de subtilité. Tous les prétextes sont bons pour attaquer les Européens soit individuellement (l'Allemagne en particulier) soit collectivement, comme par exemple à propos du projet de renforcement de la coopération de défense entre Européens. Dans ce contexte, il sera intéressant de noter les réactions américaines au refus de l'Allemagne d'acheter l'avion américain F-35, dont l'acquisition aurait pu, au-delà de la défense, servir à rééquilibrer le commerce entre les deux pays.

Les tensions géopolitiques entre l'UE et les Etats-Unis, ont été amplifiées par la détermination de l'UE de contourner les sanctions américaines contre l'Iran. Les trois pays européens signataires de l'accord nucléaire de 2015, Allemagne, France et Royaume-Uni, ont en effet fini par mettre sur pied un mécanisme visant à isoler les entreprises européennes de sanctions américaines. Le projet initial de Special Purpose Vehicle s'est transformé en une société à responsabilité limitée, INSTEX, enregistrée en France, dirigée par Per Fischer, un banquier allemand, et dont les trois signataires sont actionnaires. Les Européens entendent ainsi réduire, par un système de troc, le nombre de paiements entre des sociétés européennes et l'Iran

(*) Professeur émérite de l'Ecole polytechnique (France) et directeur scientifique du Forum du futur.

qui pourraient être sanctionnables par Washington. Même s'ils prévoient de commencer prudemment à utiliser INSTEX, en se concentrant d'abord sur l'approvisionnement en biens essentiels tels que les produits pharmaceutiques et alimentaires qui sont susceptibles de tomber sous le coup d'exemptions humanitaires des sanctions américaines, INSTEX est le signe d'une volonté européenne de limiter l'ambition américaine d'exercer un *leadership* sans concession et de s'émanciper, certes encore timidement, de ce que Pompeo appelait dans son discours de Bruxelles « *a strong US leadership* ».

Moscou et Pékin observent avec circonspection l'inflexion de la politique extérieure américaine face à laquelle ils n'entendent pas rester inactifs. Les Russes jouent la carte de l'énergie, dont la demande mondiale ne cesse de s'accroître, pour développer des partenariats nouveaux ou renforcer ceux existant. A ce titre, la mise en service du gazoduc Norstream 2 reliant directement la Russie (Vyborg) à l'Allemagne (Greifswald) à la fin de 2019 est révélateur de la politique allemande de défense d'intérêts nationaux assumés face à une farouche opposition européenne (Pologne, Etats baltes) et américaine pouvant aller, selon l'ambassadeur américain à Berlin, jusqu'à des sanctions. L'autre carte russe est celle de la défense. La modernisation de la dissuasion nucléaire russe est impressionnante. Dans certains domaines (véhicule hypervéloc *Avantgard*), elle a acquis, pour l'instant, une longueur d'avance sur les Etats-Unis. Malgré le scepticisme qui prévaut en Occident à ce sujet, les liens entre l'armée russe et l'armée chinoise se renforcent. Lors de l'exercice Vostok-2018 (11-17 septembre) joué par l'armée russe en Extrême-Orient, un contingent chinois de plusieurs milliers d'homme a été engagé. Exercice à la conclusion duquel ont conjointement assisté le ministre chinois de la Défense Wei Feinghe et son homologue russe Sergueï Choïgu.

Alors que les Occidentaux considèrent que les alliances entre Etats sont fondées sur la confiance, des valeurs communes et des systèmes politiques similaires l'histoire montre que ce n'est pas toujours le cas. Aujourd'hui, le catalyseur d'une entente sino-russe qui pourrait déboucher sur une alliance est la menace posée par les Etats-Unis. Il se pourrait qu'à un moment donné, face à des prétentions infondées, selon eux, de la part de Washington, les deux pays estiment que leurs défis respectifs conduisent à une coopération plus étroite. Ayant déclaré les deux pays comme grandes puissances concurrentes et intensifié la confrontation dans les domaines économique et militaire, la politique de Washington a eu pour conséquence de renforcer la coopération entre ses adversaires. La politique russe est devenue un peu plus habile dans la gestion de son partenariat stratégique avec la Chine pour amener lentement et progressivement cette dernière à une entente équilibrée contre les Etats-Unis. Quant à la Chine, ses objectifs ne sont pas immédiatement de nature géopolitique : dans un premier temps, elle entend « briser l'hégémonie » qu'exercent les Etats-Unis au travers de l'instrumentalisation du dollar pour peser sur les autres Etats à travers un système de sanctions.